



Objet : Contrat entretien des bureaux du siège social de la Communauté de Communes Conflent Canigó à Prades – SGS Propreté & Multiservices

Le Président,

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 14 octobre 2021 reçue en Sous-Préfecture le 16 novembre 2021 par laquelle le Conseil Communautaire a donné, par délégation, pour la durée du mandat à son Président certaines attributions et notamment prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L.5211-2, L.5211-9 et L.5211-10 ;

VU l'article R2122-8 du Code de la Commande Publique ;

VU la proposition reçue de SGS Propreté & Multiservices pour un contrat d'entretien ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un contrat d'entretien des bureaux du siège social de la Communauté de Communes Conflent Canigó au Château Pams à Prades pour un meilleur entretien

### DÉCIDE

**Article 1 :** Il est conclu un contrat d'entretien des bureaux du siège social de la Communauté de Communes Conflent Canigó au Château Pams, route de Ria à Prades avec SGS Propreté & Multiservices sise 68 allée Aimé Giral à Perpignan. La prestation donnera lieu à un paiement mensuel de 1.128,00 € H.T soit 1.353,60 € T.T.C.

**Article 2 :** Le contrat est conclu pour une durée d'un an, reconductible tacitement, pour une durée totale de 2 ans maximum.

**Article 3 :** Dit que les crédits sont inscrits au budget.

**Article 4 :** Dit que la présente décision sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame la Comptable Assignataire et aux intéressés.

Prades, le 04 octobre 2023.

  
Président,  
Louis JALLAT.

# SGS PROPRETE & MULTISERVICES

68 Allée Aime GIRAL  
66000 PERPIGNAN



04.48.89.09.57 / 06.49.00.39.59



sgsproprete@gmail.com

Envoyé en préfecture le 19/10/2023

Reçu en préfecture le 19/10/2023

Publié le 19/10/2023

ID : 066-200049211-20231019-DC2023246-AU



**COMMUNAUTE DES COMMUNES CONFLENT  
CANIGOU**  
Hôtel PAMS, Route de Ria  
66500 PRADES

Date : 02/10/2023

Page 1/2

## Devis N° DV0000462

Entretien des bureaux Communauté des Communes du Conflent - Hôtel PAMS

Ref.	Description	Qté	Unités	PU HT	Montant HT	TVA	Montant TTC
NET	Nettoyage journalier de vos locaux comprenant : Hall entrée / Sanitaire RDC, R+1 et Ext/ Couloir / Bureaux RDC / Bureaux R+1 / Escalier/ Salle de pause / Salle municipale / Salle de réunion RDC  Vidage des corbeilles Dépoussiérage et essuyage humide du mobilier et objets meublants Nettoyage du mobilier (évier, plan de travail, chaises etc.) et des électroménagers de la cuisine Nettoyage et désinfection des sanitaires (douche, Wc, lavabo, robinetterie et matériel sanitaire) Mise en place des consommables fournis par vos soins Lavage des portes vitrés Dépoussiérage des éléments de fonds (extincteurs, etc.) Aspiration et/ou balayage humide des sols Lavage manuel des sols	1,00	unité	1 128,00	1 128,00	20,00	1 353,60

## SGS PROPRETE & MULTISERVICES

68 Allée Aime GIRAL  
66000 PERPIGNAN



04.48.89.09.57 / 06.49.00.39.59



sgsproprete@gmail.com



# SGS PROPRETE & MULTISERVICES

68 Allée Aïme GIRAL  
66000 PERPIGNAN



04.48.89.09.57 / 06.49.00.39.59



sgsproprete@gmail.com

Envoyé en préfecture le 19/10/2023

Reçu en préfecture le 19/10/2023

Publié le 19/10/2023

ID : 066-200049211-20231019-DC2023246-AU



Date : 02/10/2023  
Page 2/2

## Devis N° DV0000462

Entretien des bureaux Communauté des Communes du Conflent - Hôtel PAMS

Ref.	Description	Qté	Unités	PU HT	Montant HT	TVA	Montant TTC

Date de validité : 1 mois

Nettoyage de la salle municipale et salle de réunion RDC en alternance suivant planning

\* Contrat avec une durée de 1 an reconduit tacitement (Délai de 2 mois de préavis en cas de rupture)

Mode de règlement : VIREMENT

Date d'échéance : 02/10/2023

BANQUE : RIB

IBAN : FR76 1710 6000 2730 0127 0883 823

BIC : AGRIFRPP871

Base HT	Taux	Montant TVA
1 128,00	20,00 %	225,60

Total HT :	1 128,00 €
Total TVA :	225,60 €
Total TTC :	1 353,60 €
Net à payer :	1 353,60 €

Pour le client :  
(Signature précédée de la mention : "Lu et approuvé bon pour accord")

Le Président,

Jean-Louis JALLAT

## SGS PROPRETE & MULTISERVICES

68 Allée Aïme GIRAL  
66000 PERPIGNAN



04.48.89.09.57 / 06.49.00.39.59



sgsproprete@gmail.com



# 1. CONDITIONS GENERALES DE VENTES DV0000462 – ENTRETIEN SIEGE DE LA COMMUNAUTE DES COMMUNES DU CONFLENT CANIGOU – HOTEL PAMS – PRADES

## ARTICLE 1 - GÉNÉRALITÉS

• Les présentes conditions générales s'appliquent à toutes les offres qui demeurent valables trois mois à dater de leur émission. Elles sont, le cas échéant, précisées et/ou complétées par des conditions particulières convenues par écrit entre les parties à la date de conclusion du marché.

## ARTICLE 2 - DÉFINITION DE LA PRESTATION

• La prestation est exécutée avec les moyens et le personnel du choix du prestataire et est réalisée dans le cadre d'un contrat d'entreprise.

## ARTICLE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

• Le client s'oblige à se conformer aux dispositions du décret n° 92.158 du 20 février 1992 (codifié aux articles R.4511-1 à R 4514-10 du code du travail) qui précise qu'un plan de prévention définissant les mesures nécessaires pour prévenir les risques auxquels sont exposés les salariés travaillant dans ses locaux devra être établi avant l'exécution des opérations. Ce plan de prévention sera écrit pour les opérations d'une durée supérieure à 400 heures et tous les travaux à plus de 3 mètres. Les travaux ne pourront débuter qu'après accomplissement de ces formalités dans la mesure où les moyens de prévention définis auront été effectivement pris.

Le client devra mettre à la disposition du personnel du prestataire qui exécutera matériellement les travaux, les installations ou fournitures prévues aux articles R. 4513-8 et R 4512-10 du Code du Travail.

Le personnel de chaque partie reste sous la dépendance, l'autorité et le contrôle de son employeur. Le prestataire s'engage à appliquer à son personnel l'ensemble des dispositions conventionnelles spécifiques à la profession de la propreté.

• Chaque partie devra communiquer à l'autre le nom du responsable de la société investi du pouvoir de décision ainsi que, le cas échéant, le nom de la personne habilitée à formuler ou recevoir les réclamations de l'autre partie concernant l'exécution du contrat.

## ARTICLE 4 - ASSURANCE • RESPONSABILITÉ

• Sauf disposition contraire particulière, le prestataire n'assure pas la garde des locaux dont le nettoyage lui est confié et ce, même si la clé des locaux lui est remise pour en assurer l'ouverture.

• Le prestataire devra justifier à première demande qu'il est régulièrement assuré pour la réparation des dommages dont il pourrait être civilement responsable du fait de l'intervention de son personnel, et justifier du montant de ses garanties. Le client devra signaler dans les 24 heures de leur survenance tous dommages qu'il pourrait avoir subi du fait de l'exécution du contrat. La responsabilité du prestataire ne pourra être engagée en cas de déclaration tardive rendant impossible la vérification par le prestataire de la cause du dommage. Le client s'engage conjointement avec son assureur à renoncer à tout recours à l'encontre du prestataire au-delà des garanties fixées dans l'attestation d'assurance délivrée par la compagnie.

• Au cas où les locaux à nettoyer seraient garnis de meubles, matériels ou installations d'une fragilité nécessitant une attention particulière ou d'une valeur dépassant les sommes mentionnées à l'attestation jointe, le client renonce, conjointement avec son assureur, à tout recours contre le prestataire au-delà des sommes déclarées.

- Les locaux dont le nettoyage est à assurer par le prestataire seront mis à sa disposition dans un état tel que le personnel d'entretien puisse exécuter son travail dans des conditions normales. En conséquence, le prestataire ne sera notamment pas responsable de l'enlèvement par erreur et de la disparition de tous objets ou papiers se trouvant dans des corbeilles ou récipients destinés à être vidés, apparemment mis au rebut ou placés de telle manière qu'ils puissent apparaître aux yeux d'un personnel normalement qualifié pour le nettoyage, comme destinés à être jetés.
- Il appartient au client de placer dans des armoires ou bureaux fermés à clé, toute valeur en espèces, en chèque, en effet de commerce, tout document confidentiel ou d'une valeur excédant celle des papiers de commerce habituellement laissés à la disposition du personnel, dans le cas contraire, la responsabilité du prestataire ne serait pas engagée.
- Le client est soumis aux obligations de l'article L 2323-16 du code du travail.

#### ARTICLE 5 - REPRISE DES CONTRATS DE TRAVAIL

- Au moins quinze jours avant la cessation du contrat commercial, le client s'engage à communiquer, à l'entreprise de propreté entrante et à l'entreprise de propreté sortante, leurs coordonnées respectives afin de leur permettre de respecter, s'il y a lieu, leurs obligations quant au transfert du personnel affecté sur le site, conformément à l'accord du 29 mars 1990 applicable aux entreprises de propreté. A défaut, la responsabilité du client pourra être recherchée et ce dernier sera tenu solidairement responsable avec l'entreprise de propreté entrante de toutes les conséquences dommageables liées au transfert du personnel.
- Dans l'hypothèse d'une reprise du personnel du client par le prestataire, le client s'engage irrévocablement en cas de rupture anticipée du contrat ou de modification de ses conditions essentielles, à reprendre le personnel transféré ou, à défaut d'accord des salariés concernés, à rembourser à première demande et sur justificatifs, les indemnités de toute nature versées par le prestataire à l'occasion de la rupture du ou des contrats de travail. Pendant un délai de trois ans à compter de la reprise du personnel du client par le prestataire, le client sera tenu de régler, à la première demande du prestataire, l'intégralité des indemnités réglées par celui-ci à l'occasion de départ à la retraite du personnel concerné. Il en sera de même pour les indemnités versées en cas de licenciement pour inaptitude physique consécutive à un accident de travail ou à une maladie professionnelle provoqués alors que le client était l'employeur.

#### ARTICLE 6 - DURÉE • SUSPENSION • RÉSILIATION

- Le client s'engage à informer le prestataire de la remise en appel d'offres du marché quatre mois au moins avant l'appel d'offres et à lui en notifier le résultat deux mois au moins avant la fin d'exécution dudit marché.
- La durée de la prestation commandée est fixée dans les conditions particulières. Dans le cas où le contrat est à durée déterminée, il est automatiquement reconduit à son échéance, par tacite reconduction, dans les mêmes conditions et pour des périodes successives de même durée que la durée précédemment fixée, sauf résiliation notifiée par une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, deux mois avant son échéance. En cas de non-respect, le préavis est toujours dû en totalité.
- En cas de force majeure, le contrat pourra être suspendu sans qu'aucune des parties ne puisse demander le versement d'indemnités compensatrices ou de paiement. En cas de non-exécution des prestations en raison de circonstances extérieures au prestataire ne présentant pas les caractéristiques de la force majeure (telles qu'une coupure d'électricité, une grève des transports publics) le montant de la prestation restera dû. Dans l'hypothèse où, à la demande du client, les prestations devaient néanmoins être réalisées, partiellement ou en totalité, le coût supplémentaire des prestations restera à la charge exclusive du client.
- Le manquement du client à l'une quelconque de ses obligations, y compris le retard ou le défaut de paiement, donne la faculté au prestataire de : - suspendre l'exécution de tout ou partie des contrats en cours, de plein droit et sans préavis, jusqu'à ce qu'il soit remédié au manquement, par l'envoi d'une simple lettre recommandée. Le client restera redevable du montant des prestations non réalisées du fait de son manquement ainsi que des dommages et intérêts éventuels, - résilier ou, le cas échéant, réduire tout ou partie des contrats en cours, par lettre recommandée avec avis de réception, après l'expiration d'un délai de huit jours francs suivant la réception d'une mise en demeure de mettre fin au manquement constaté adressée par lettre recommandée avec accusé réception et restée sans effet. Dans tous les cas de résiliation ou résolution, toutes les sommes déjà versées par le client seront conservées par le prestataire. En réparation du préjudice subi, le client devra verser au prestataire une somme qui ne saurait être inférieure au montant des prestations qui auraient dû être effectuées jusqu'au terme du contrat.

#### ARTICLE 7 - RÉMUNÉRATION • PAIEMENT

- Le prix des prestations est précisé dans le devis, le bon de commande ou les conditions particulières prévues par les parties. Il est exprimé hors taxes. Les taxes sont appliquées en sus selon la réglementation en vigueur. Au cas où celles-ci seraient modifiées, les variations prendraient effet dès leur mise en application. Le prix ne comprend pas le coût des déplacements et pertes de temps du personnel de nettoyage et tous frais engagés qui résulteraient d'un contre-ordre tardif de la part du client. Ces frais et débours sont facturés au client en sus du prix et payables à la première demande du prestataire. Le coût des travaux de nuit, effectués entre 21 heures et 6 heures du matin, ainsi que celui des travaux effectués le dimanche et les jours fériés, sont majorés de plein droit, en application des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté.

- Le prix est déterminé en fonction des données de l'exploitation communiquées par le client et le cas échéant, des données concernant le personnel transféré, transmises par l'entreprise sortante. Dans l'hypothèse où les données relatives au personnel transféré n'auront pas pu être transmises au moment de l'établissement de la proposition contractuelle, le coût des prestations pourra être modifié afin de tenir compte des coûts salariaux réels afférents au personnel transféré. Le prestataire devra alors adresser au client une demande de modification du prix, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au plus tard dans les quinze jours suivant le début d'exécution du contrat. A défaut d'accord, le prestataire aura la possibilité de résilier le contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au plus tard dans les trente jours suivant le début d'exécution du contrat, en respectant un préavis de quinze jours francs.

- Les prix sont révisibles de plein droit. Ils le sont automatiquement dès variation d'un des éléments de la formule de révision de prix représentative des coûts de l'entreprise et telle que cette formule figure dans ledit contrat ou, à défaut, deux fois par an. En outre, la révision des prix des prestations ci-dessus définie interviendra de plein droit à effet de l'entrée en application d'une loi, d'un décret ou d'un accord de branche dont les dispositions contiendraient une augmentation des salaires et/ou des charges sociales en vigueur lors de la signature du contrat. A cette fin, l'entreprise notifiera au client l'effet de cette révision sur le prix des prestations qui s'appliquera à partir de la première facturation émise postérieurement à ladite notification.

- Sauf dispositions particulières, le montant convenu est mensuel et forfaitaire quel que soit le nombre de jours travaillés dans le mois.

- Sauf convention contraire dans les conditions particulières, les paiements s'entendent comptant, nets, sans escompte ni rabais, à la date de règlement figurant sur la facture.\* En tout état de cause, les paiements reçus par le prestataire s'imputent par priorité sur les intérêts du capital et sur les prestations les plus anciennes faites par le prestataire au profit du client.

- Pour les travaux de mise en état et d'une façon générale pour les travaux occasionnels ou ponctuels, le tiers du prix TTC doit être payé à la commande à titre d'acompte, le tiers en cours de travaux et le solde à la fin des travaux.

#### ARTICLE 8 - DÉCHÉANCE DU TERME • GARANTIES • EXIGIBILITÉ

- Nonobstant la faculté de suspendre ou résilier le contrat en cas de défaut de paiement, tout montant non acquitté à son échéance : - entraîne de plein droit la déchéance du terme pour toutes les sommes restant dues au titre de tous les contrats en cours avec le client, - donne droit à des intérêts de retard (Cf. 9.1).

- Par ailleurs, si le prestataire a des raisons sérieuses ou particulières de craindre la cessation de paiement ou l'insolvabilité du client ou encore si le client ne présente pas à la date d'exécution de la prestation les mêmes garanties financières dont il disposait à la date de la commande, le prestataire pourra subordonner l'exécution de sa prestation ou la poursuite de tout ou partie des contrats en cours à la constitution de garanties à son profit (telle par exemple qu'une caution solidaire) en le faisant savoir au client par simple lettre recommandée.

ARTICLE 9 - LITIGES Tout différend portant sur l'interprétation, l'exécution du contrat ou de ses suites sera soumis au tribunal dans le ressort duquel se trouve situé le siège de la société prestataire ou l'adresse de l'établissement assurant l'exécution matérielle du contrat.

ARTICLE 10 - CLAUSE D'INTERDICTION Pendant la durée des présentes, le client s'engage à ne pas employer sous quelque forme que ce soit, et quel que soit l'emploi proposé, les salariés appartenant à l'entreprise de nettoyage ou ayant quitté l'entreprise depuis moins de 6 mois sauf accord de l'entreprise.

ARTICLE 11 - CONDITIONS PARTICULIÈRES Les conditions particulières feront l'objet d'une annexe aux présentes conditions générales. En cas d'accord des parties sur un contrôle qualité impliquant éventuellement des pénalités, celles-ci doivent être clairement définies dans une annexe aux présentes conditions de vente